



Un sommet international pour discuter des questions controversées liées à la guerre russo-ukrainienne, pour entendre les voix de représentants de la société civile, ainsi que de représentants des sociétés civiles de Russie et d'Ukraine, pour rassembler et agir afin d'obtenir un arrêt le plus rapidement possible de la guerre et une issue négociée.

**Déclaration de presse des membres de la délégation du Mouvement de la Paix français
ayant participé au sommet international pour la paix en Ukraine
qui s'est tenu à Vienne en Autriche du 11 au 13 juin 2023.**



**Notre responsabilité est grande pour arrêter la guerre
et ouvrir une issue vers une solution négociée.**

Retour sur le Sommet International pour la Paix en Ukraine, qui s'est tenu à Vienne, en Autriche, les 11 et 12 juin 2023. Les membres de la délégation française du Mouvement de la Paix qui s'étaient rendus sur place racontent :

Nous avons attendu 16 mois après le début de l'attaque de l'Ukraine par la Russie pour qu'enfin les organisations pacifistes de nombreux pays se réunissent. C'est un événement marquant, et le début d'une nouvelle dynamique pour un cessez le feu et une issue diplomatique à cette guerre. Les 300 militants-es présents-es représentants-tes d'organisations venant d'Europe, des USA, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Inde, de Chine... mais aussi de Russie et d'Ukraine ont rappelé et réaffirmé que la guerre est un crime contre l'humanité et n'est pas la solution à la crise actuelle. Ils appellent à un cessez-le-feu immédiat. Les institutions internationales ont été instrumentalisées dans cette crise, mais la diplomatie et les Nations Unies doivent reprendre leurs droits de toute urgence pour éviter une escalade qui mettra toute l'humanité en danger.

Et c'est bien ce qui ressort de ce sommet, ainsi que le souligne Pascal Bonneau : « *Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les milieux institutionnels et diplomatiques ne sont pas tous sur une position unique de soutien à la guerre. Nous avons pu être éclairés durant ce week-end par des gens comme Clare Daly, députée européenne ou Michael von den Schulenburg, diplomate auprès des Nations Unies qui nous ont donné des arguments et, plus important, le sentiment de ne pas être seuls dans notre combat.* »

Une diversité de participants qui permet de se ressourcer intellectuellement, d'échanger des expériences, de faire des rencontres : nous ne sommes pas seuls à souhaiter agir pour la fin rapide de cette guerre. Pas avec de simples bonnes paroles, mais aussi avec des propositions concrètes qui ont émergé des groupes de travail.

Les États du Sud Global (le Guatemala, le Costa Rica, le Ghana, le Cameroun, le Polisario, l'Inde...) étaient particulièrement bien représentés dans les groupes de travail ou en conférence, apportant, avec la richesse d'une autre culture, un éclairage sans complaisance sur l'histoire d'un occident conquérant, guerrier et colonisateur.

David Chocuehuanca, vice-président de Bolivie dont la présence nous a vivement touchés, a ainsi offert à l'assistance, lors de sa belle allocution, un mot de sa langue natale (l'Aymara) :

aruskipasipxananakasakipunirakispawa.

Que l'on peut traduire comme cela : *Grâce au dialogue, les contradictions sont dépolarisées ; à travers le consensus, les confrontations disparaissent. Et ainsi naît une force qui nous protège tous.*

Et le Père Alejandro Solalinde de Mexico de nous rappeler à quelles maltraitances sont condamnés les migrants qui fuient les guerres, les dictatures, et à quels dangers il s'expose lui-même en les protégeant.

Bien entendu, le spectre d'une guerre qui dépasse le cadre d'un conflit local et se mondialise à travers des dynamiques destructrices et mortifères impossibles à maîtriser (sujet qui nous préoccupe tous, du Nord au Sud), a aussi été abordé. Roland Nivet en témoigne : « *J'ai ressenti une réelle gravité par rapport à la situation internationale et aux conséquences de la guerre en Ukraine, une réelle inquiétude face à une possible extension mondiale de la guerre. Une prise de conscience dans tous les pays de la possibilité d'une utilisation des armes nucléaires et d'une catastrophe nucléaire. Que ce soit en discutant avec des États-Uniens, dont certains, comme Ann Wright, étaient des militaires, ou avec des militants venant d'Inde ou d'Afrique. Nous avons tous conscience de notre responsabilité individuelle et collective face à cette situation, et de la nécessité de faire naître ces réseaux internationaux, derniers remparts, peut-être, pour faire barrage à cet inimaginable que notre cerveau se refuse parfois à concevoir.* »

Pourtant, parfois, face à toute cette violence, c'est la colère et le sentiment d'impuissance qui ressortent, comme le dit Guy Gouarin : « *A quand le retrait de la Russie ? Pourquoi se limiter dans l'appel final aux exigences relatives aux négociations et au cessez-le-feu ! alors que nous condamnons l'agression de la Russie contre l'Ukraine et que conformément à l'article 51 de la charte de l'ONU, nous*

reconnaissons le droit de l'Ukraine à la légitime défense ? Les Ukrainiens ne peuvent-ils pas avoir le sentiment d'être abandonnés à leur sort et qu'on leur dénie le droit de se défendre ? Comment se positionner entre ce qui est légal et ce qui nous semble légitime ? Ne devrions-nous pas être plus exigeants ? » (voir ci-dessous le document commun de la délégation française : quelques éléments sur le positionnement du Mouvement de la Paix français).

Car la difficulté n'est pas seulement de dire non à la guerre, ou de défendre l'agressé contre l'agresseur mais bien de sortir de la peur et de la sidération pour aider deux pays à déposer les armes et à reprendre le dialogue et de rappeler aussi que, quels que soient les belligérants, dès qu'une guerre s'installe, elle déploie autour d'elle son cortège de cruautés et d'injustices.

Fatima Zedira, a eu l'occasion d'aborder avec Mesdames Dayon du Ghana, Karyna Radchenko, Ukrainienne, Susan Smith du Polisario, le problème de l'utilisation des drones transformés en armes militaires contre les populations civiles, les impacts des guerres sur les femmes, notamment les violences sexuelles basées sur le genre, les déplacements forcés et la perte de moyens de subsistance. « Les féministes voudraient une approche globale de la sécurité qui prennent en compte les besoins et les droits des femmes. »



Groupe de travail : Le rôle de la société civile, les perspectives et les approches féministes sur le chemin de la paix.

Dans un autre atelier, on parle de l'épineuse question des objecteurs de conscience... si difficile à établir et à respecter, quand il existe. Peut-on refuser de se battre ? Dans quel cadre ? La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme reconnaît le statut d'objecteur de conscience à toute personne qui refuserait de servir dans une armée qui pratique des crimes de guerre, et peut, par conséquent, lui offrir l'asile, mais la procédure est complexe. Est-on donc condamné à tuer ?

Dans le groupe de travail sur les solutions et les actions, nos propositions sur l'importance de journées mondiales d'action ont été évoquées. Les militants d'Italie qui ont réussi des manifestations de plus de 100 000 personnes ont insisté sur la nécessité d'unir autour de solutions pour un cessez-le-feu et une solution négociée et d'éviter de se diviser à travers des analyses parfois très différentes. Une ancienne diplomate des Nations Unies a soutenu notre proposition de se référer à la charte des Nations Unies pour construire les solutions pour une paix durable. Nous avons porté dans ce groupe nos propositions d'une force d'interposition.



En filigrane de toutes ces interventions, mais bien présente sur scène, la question de l'environnement et du dérèglement climatique. Car ces champs de batailles sanglants ne sont pas les seules blessures que l'homme s'inflige à lui-même : de leur fabrication à leur acheminement, de leur utilisation ou de leur stockage à leur démantèlement, les armes polluent l'air, l'eau, la terre : le complexe militaro-industriel est le plus grand émetteur de gaz à effets de serre au niveau mondial. L'empreinte carbone du seul secteur militaire des États-Unis en 2017, par exemple, équivaut à celle d'un pays comme la Suède ou le Portugal, avec ses 59 milliards de tonnes de CO2 rejetées. Et pour ceux qui espèrent nous vendre des armes 'vertes' (n'a-t-on pas parlé en France d'un Rafale zéro carbone ?), rappelons qu'aussi « écologiques » soient-elles, ces armes, au-delà de leur but principal de détruire et tuer, envoient des particules toxiques qui continuent de polluer et de mettre en danger la santé des habitants. Sans parler de la reconstruction (pour 1 tonne de ciment, 656kg de CO2 sont rejetés dans l'atmosphère)... Est-ce ainsi que nous luttons contre le réchauffement climatique ?

Le sommet pour la Paix en Ukraine a débouché sur l'appel à une semaine de mobilisation mondiale, du 30/09 au 08/10 2023 pour un cessez-le-feu et des négociations, pour mettre fin à cette guerre. Il ne nous reste plus que quelques mois pour que cet appel monte en puissance et que Russes et Ukrainiens et autres cobelligérants reprennent leur place sur la table des négociations.

À nous de jouer, côte à côte : populations, société civile, collectivités locales, États, ONG, syndicats, mouvements féministes, écologistes, associations... à nous, tous, de porter cet appel :

La Paix par des moyens pacifiques, cessez-le-feu et négociations maintenant.



Organisateurs et participants au sommet

Organisations invitantes :

Bureau International de la Paix, CODEPINK, Assemblée du Forum Social Mondial, Transform Europe, Europe for Peace, International Fellowship of Reconciliation (IFOR), Peace in Ukraine, Campaign for Peace Disarmament and Common Security (CPDCS)

Quelques participants :

Elus, diplomates, représentants d'institutions :

David Choquehuanca (Vice-président de Bolivie)

Ann Wright (ancienne colonel et diplomate USA)

Oleg Bodrov (Conseil public de la côte sud du golfe de Finlande, Russie)

Clare Daly (députée Européenne, Irlande)

Jan Kavan (ancien ministre des Affaires étrangères de la République tchèque de 1998 à 2002. Ancien président de l'Assemblée générale des Nations unies entre 2002 et 2003, République Tchèque)

Ewa Ernst-Dziedzic (Conseil National du Parlement, Autriche)

Martin Chungong (Secrétaire général de l'Union Interparlementaire, Cameroun)

Michael von der Schulenburg (ancien haut diplomate allemand auprès des Nations Unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Allemagne)

Intellectuels :

Jeffrey Sachs (Professeur à l'Université Columbia USA, et à l'Académie Pontificale)

Anuradha Chenoy (ancien professeur à l'université Jawaharlal, New Delhi, Inde)

Noam Chomsky USA

Associations, ONG

Asya Gagieva (militante pacifiste, Russie)

WILPF : Nina Potarska (Ukraine)

Karyna Radchenko (Partenariat pour l'avancement de la durabilité innovante, Ukraine)

Yurii Sheliashenko (Mouvement pacifiste ukrainien, Ukraine)

Kate Hudson (Royaume-Uni)

World BEYOND War : Tamara Lorincz (Canada) ; Phill Gittins (Royaume-Uni)

Sylvie Jacqueline Ndongmo (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Cameroun)

Binalakshmi Nepram (Fondatrice de la Control Arms Foundation of India et du Manipur Women Gun Survivors Network, Inde)

Alain Rouy (Mouvement de la Paix, France)

Mariia Levchenko (Patrir, Ukraine)

IPB : Baronne Ako-Adounvo (Ghana) ; Reiner Braun (Allemagne)

Medea Benjamin (CodePink, USA)

Kai Frithjof Brand-Jacobsen (Peace Action, Roumanie)

Annette Brownlie (Independent and Peaceful **Australia** Network, Australie)

Père Alejandro Solalinde (Hermanos En El Camino, Mexico)



Les membres de la délégation française :

Alain Rouy, comité de Villejuif (92) co-secrétaire national

Emmanuelle Bellée, comité de la Manche (50)

Louis Camenzuli, comité varois (83)

Pascal Bonneau, comité de Lannion (22) co-secrétaire national

Roland Nivet, comité de Rennes (35) co-secrétaire national

Guy Gouarin, comité départemental des Pyrénées-Orientales (66)

Daniel Claeysen, comité 12/13/14 Paris (75)

Gérard Halie, comité de la Sarthe (72)

Fatima Zedira, comité de Rennes (35)



VOICES FOR PEACE – VOIX POUR LA PAIX
Vienne, 10 juin 2023

Intervention d'Alain Rouy (France)

Bonsoir à tous !

Je suis membre du Mouvement de la Paix français, nous avons aujourd'hui à Vienne une délégation de 10 militants de la paix. Nous agissons en France pour que notre pays joue un autre rôle, un rôle positif en faveur de la paix.

Malheureusement, le président et le gouvernement français ont fait le choix inverse : le président Macron se range derrière l'OTAN et veut désormais gagner la guerre contre la Russie. La réponse des pacifistes, c'est qu'**il faut gagner la paix et non la guerre !** Gagner la paix, cela veut dire prendre des initiatives politiques et diplomatiques et soutenir les efforts de médiation. Il n'y aura pas d'issue militaire au conflit, la seule voie rationnelle c'est de travailler à un cessez le feu et à des négociations.

Nous luttons contre la militarisation des relations internationales et contre l'accroissement des dépenses militaires. Cette semaine, le Parlement français a voté une loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030. Cette nouvelle loi prévoit 40% d'augmentation des dépenses militaires par rapport à la loi antérieure ; cela signifie 413 milliards d'euros, dont environ 60 milliards d'euros pour les armes nucléaires. Le Président Macron a déclaré : « nous ne devons jamais être en retard d'une guerre, mais nous devons avoir une guerre d'avance » : il nous entraîne ainsi dans une économie de guerre avec des conséquences économiques, financières, sociales et écologiques désastreuses.

Le week-end des 20-21 mai 2023, le Mouvement de la Paix a organisé des rassemblements contre la loi de programmation militaire partout en France, en particulier en Bretagne devant la base des sous-marins nucléaires et nous allons continuer.

Nous voulons que la France choisisse le camp de la PAIX et de la justice sociale et climatique. La France doit agir pour une issue politique et diplomatique à la guerre en Ukraine et s'opposer à l'escalade militaire entretenue par l'OTAN et le lobby militaro-industriel qui multiplie ses profits. Nous demandons que la France se dégage de l'OTAN et qu'elle mène une politique s'appuyant sur la Charte des Nations Unies. Comme puissance nucléaire, la France a également la responsabilité de s'engager dans un processus de désarmement nucléaire prévu à l'article 6 du TNP. C'est pourquoi nous demandons que la France participe comme observateur à la prochaine réunion des Etats-parties et aille vers la signature et la ratification du TIAN.

C'était là un court aperçu de nos activités. Je vous remercie.



Discours de clôture par ALAIN ROUY

(Le Mouvement de la Paix, Vice-président IPB) 11 juin 2023

Liebe FriedensfreundInnen, chers militants pacifistes, dear peace activists,

Nous l'avons fait ! Nous avons réussi à réunir ce sommet pour la paix avec des participants du monde entier ! C'est un événement unique auquel vous avez participé !

Les organisateurs ont subi menaces et intimidations mais nous sommes restés déterminés à promouvoir des alternatives à l'escalade guerrière. **Nous réclamons tous ensemble le cessez le feu et les négociations maintenant.**

Nous avons entendu les voix issues de la société civile en Ukraine, en Russie et au Belarus: toutes demandent la fin des hostilités, des morts et des destructions maintenant. Ce sont des voix courageuses qui se battent non seulement pour la paix mais pour la démocratie. Nous continuerons de les soutenir de toutes nos forces.

Nous avons entendu les voix des pays du Sud et nous nous souviendrons longtemps des mots de David Choquehuanca appelant à un sursaut de conscience. Les peuples du sud, eux qui n'ont pas de vues hégémoniques, subissent les conséquences des guerres des grandes puissances et constatent avec effroi les sommes gaspillées dans les dépenses militaires alors que l'argent manque pour résoudre les grands défis auxquels est confrontée l'humanité.

Nous avons entendu les voix des militants pacifistes des pays occidentaux qui s'opposent à la militarisation des relations internationales et qui réclament qu'on fasse place à la médiation, à la diplomatie et aux négociations.

Toutes ces voix, diverses et solidaires, adressent un appel commun aux gouvernants de cette planète : vous devez agir pour la paix maintenant ! Il faut mettre fin aux hostilités, préserver les vies humaines, arrêter les destructions ! Maintenant !

Dans chacun de nos pays, nous allons relayer cette exigence, nous allons porter ces exigences, accroître notre mobilisation. Ce Sommet et cette déclaration de Vienne vont nous donner la force de continuer d'agir pour la paix.

Merci à tous pour votre engagement ! Nous sommes sûrs que les expériences que vous avez vécues ici à Vienne vous ont renforcés dans vos convictions. Merci à tous !

Stop à la guerre !

Donnons sa chance à la paix !



Quelques éléments sur le positionnement du Mouvement de la Paix français (Document commun de la délégation)

Principes et bases de notre positionnement

- Respect de la charte des Nations Unies : objectif PAIX, préambule et article 1, article 2-4 (interdiction de recourir à la menace ou à l'utilisation de la force contre l'intégrité territoriale), article 26 (maintenir la paix en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde), article 33 (rechercher la solution par des moyens pacifiques), article 51 (droit naturel de légitime défense dans le cas où un Etat membre de l'ONU est objet d'une agression armée...mais devoir en vertu de la Charte d'agir à tout moment...pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales).
- Respect de la souveraineté et droit des peuples à l'autodétermination.
- Rôle primordial de l'Assemblée générale car ce conflit fait que des Etats membres du Conseil de sécurité sont parties prenantes du conflit ; donc pour éviter les blocages il faut que la supervision soit faite par l'assemblée générale de l'ONU.

PLUS QUE JAMAIS DIRE STOP A LA GUERRE EN UKRAINE
CONDAMNATION DE L'AGRESSION MILITAIRE DE LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE

NON A L'ENGRENAGE MILITAIRE, CESSEZ-LE-FEU !
OUI A UNE SOLUTION NEGOCIÉE, SOLIDARITE AVEC LA POPULATION UKRAINIENNE

Au-delà de la première urgence que constitue le développement d'une aide humanitaire d'urgence en faveur de la population ukrainienne, le mouvement demande instamment que la France soit porteuse, sur le plan international, d'une proposition de paix pouvant s'articuler ainsi :

- Obtenir un cessez-le-feu et l'arrêt de l'agression russe et médiation internationale sous l'égide de l'ONU et en particulier de l'Assemblée générale de l'ONU.
- Mise en place d'une force d'interposition de l'ONU.
- Remettre sur la table des négociations, l'accord de Minsk 2 de 2015 qui repose sur un cessez-le-feu durable, sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité de l'Ukraine avec retrait des troupes russes en Ukraine, avec la possibilité d'une solution d'autonomie pour certains territoires comme les républiques autoproclamées du Donbass après consultation des populations sous contrôle international des consultations.
- Pour que cette option multilatérale, alors validée par l'ONU et l'OSCE, par la Russie et l'Ukraine notamment, puisse s'imposer et contribuer à une solution politique globale. Il est nécessaire que l'Ukraine obtienne un statut de sécurité collective, d'indépendance et de neutralité qui soit lui-même garanti par l'ONU et en particulier par l'assemblée générale de l'ONU.
- Une solution de ce type constituerait un pas positif dans un processus de négociations qui doit désormais s'inscrire dans le cadre de l'ONU, dans le respect des buts et des principes de sa Charte des Nations Unies.
- L'arrêt des livraisons d'armes, dans le respect du Traité sur le commerce des armes ratifié le 24 décembre 2014.
- Que soit envisagée la mise en place d'une force d'interposition des Nations Unies.

Il est encore possible de rompre l'engrenage fatal de la guerre qui ne pourrait que conduire au pire. Les nombreuses manifestations à travers le monde - y compris en Russie malgré la répression - montrent que les opinions publiques se mobilisent massivement en faveur d'une solution politique et diplomatique. Comme l'a dit le secrétaire général des Nations Unies « Il n'est jamais trop tard pour nouer des négociations de bonne foi et aborder tous les problèmes de manière pacifique ».

La France doit prendre les initiatives nécessaires tous azimuts pour réunir l'ensemble des pays européens et entamer en urgence la négociation d'un traité de paix et de sécurité commune en Europe, dans l'esprit de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, incluant le retrait de la France de l'OTAN et à terme, la dissolution de l'OTAN, tout en replaçant les Nations Unies au cœur de la construction d'un monde apaisé.

Le Mouvement de la Paix réaffirme avec insistance la nécessité d'une réduction des dépenses d'armement qui ont doublé en 20 ans au plan mondial, de la mise en œuvre du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) entré en vigueur en janvier 2021. Accumuler encore plus d'armes, élargir l'OTAN ; maintenir et moderniser l'arme atomique, c'est la voie de l'insécurité pour les Ukrainiens comme pour tous les peuples, c'est une dérive suicidaire qu'il faut stopper.

Alternatives

- Il faut mettre en œuvre la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'ONU sur la Culture de la Paix et sur les ODD (Objectifs de Développement Durable).

À Paris, le jeudi 8 juin 2023
Le Mouvement de la Paix



Déclaration finale : l'appel de Vienne

La paix par des moyens pacifiques. Cessez le feu et négociations maintenant !

Nous, organisateurs du Sommet International pour la Paix en Ukraine, appelons les dirigeants de tous les pays à agir en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et de négociations pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

Nous sommes une coalition large, d'une grande diversité politique, qui représente les mouvements de paix et la société civile, y compris les croyants, de nombreux pays. Nous sommes résolument unis dans notre conviction que la guerre est un crime contre l'humanité et qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise actuelle.

Nous sommes profondément bouleversés et affligés par la guerre. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées et blessées et des millions de personnes ont été déplacées. Des villes et des villages dans toute l'Ukraine et l'environnement naturel ont été détruits.

Des morts et des souffrances bien plus grandes encore pourraient survenir si le conflit s'aggravait jusqu'à l'emploi d'armes nucléaires, risque qui est aujourd'hui plus élevé que jamais depuis la crise des missiles de Cuba.

Nous condamnons l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. Les institutions mises en place pour assurer la paix et la sécurité en Europe n'ont pas été à la hauteur, et la défaillance de la diplomatie a conduit à la guerre. Aujourd'hui, la diplomatie est une nécessité urgente pour mettre fin à la guerre avant qu'elle ne détruise l'Ukraine et ne mette en danger l'humanité.

La voie qui conduit à la paix doit être fondée sur les principes de la sécurité commune, du respect des droits humains internationaux et de l'autodétermination de toutes les communautés.

Nous soutenons toutes les négociations qui défendent la logique de la paix au lieu de l'illogisme de la guerre.

Nous affirmons notre soutien à la société civile ukrainienne qui défend ses droits. Nous nous engageons à renforcer le dialogue avec ceux qui, en Russie et au Belarus, risquent leur vie en s'opposant à la guerre et en protégeant la démocratie.

Nous appelons la société civile de tous les pays à se joindre à nous pour une semaine de mobilisation mondiale (du samedi 30 septembre au dimanche 8 octobre 2023) pour un cessez-le-feu immédiat et des négociations de paix pour mettre fin à cette guerre.

Vienne, le 11 juin 2023.

"Nous devons tous faire notre part, afin d'être à la hauteur de la tâche de la paix." - Albert Einstein